

# TUNISIE

Tableau 1	2017
Population, millions d'habitants	114
PIB, milliards d'USD courants	39,7
PIB par habitant, USD courants	3469
Seuil de pauvreté national <sup>a</sup>	15,2
Coefficient de Gini <sup>a</sup>	30,9
Taux de scolarisation. Primaire (brut, %) <sup>b</sup>	114,2
Espérance de vie à la naissance, années <sup>b</sup>	75,5

Sources : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles  
Notes :

- a) Valeur la plus récente (2015)  
b) Valeur la plus récente, WDI (2015)

*La Tunisie affiche d'importants progrès dans le cadre de sa transition démocratique, mais elle reste très vulnérable aux chocs économiques, sécuritaires et sociaux. La croissance est trop faible pour réduire sensiblement le chômage, et les déficits du budget et du compte courant sont importants, l'inflation s'est accélérée et la population est très mécontente de la situation économique. Le Gouvernement d'unité nationale — qui est une coalition des principaux partis politiques, d'associations professionnelles et de syndicats — procède à des réformes suivant une démarche axée sur la recherche de consensus.*

## Évolutions récentes

Le taux de croissance économique s'est établi à 2 % en 2017, contre 1 % en 2016 et 1,1 % en 2015 grâce à la robustesse de la consommation privée et à la reprise des investissements. La contribution des exportations et des investissements à la croissance demeure toutefois nettement inférieure à ce qu'elle était avant la Révolution de 2011. L'augmentation de la production enregistrée en 2017 a tenu essentiellement à l'agriculture et aux services, les secteurs industriels et non manufacturiers (c'est-à-dire les secteurs des phosphates et du pétrole) n'ayant pas affiché une reprise totale malgré la dépréciation du dinar, en raison de l'agitation sociale dans les régions minières, de la faiblesse des cours du pétrole et de la baisse des investissements dans les activités de prospection.

L'inflation s'est accélérée pour atteindre le niveau record de 7,1 % en février 2018, contre 4,2 % en décembre 2016, par suite de la dépréciation du dinar, du relèvement des prix administrés de l'énergie et de la hausse des salaires. Dans le but de contrer l'intensification de ces pressions inflationnistes, la banque centrale a relevé son taux directeur à trois reprises entre avril 2017 et mars 2018 pour le porter de 4,25 % à 5,75 %, et devrait procéder à un resserrement progressif de la politique monétaire en 2018.

La Tunisie est confrontée à d'importants déficits aux niveaux budgétaire et extérieur. Le déficit budgétaire (dons compris) a représenté 6,1 % du PIB en 2017, soit un niveau supérieur aux 6 % inscrits dans le budget initial, à cause essentiellement de l'augmentation des dépenses au titre des salaires. Le déficit du compte courant a

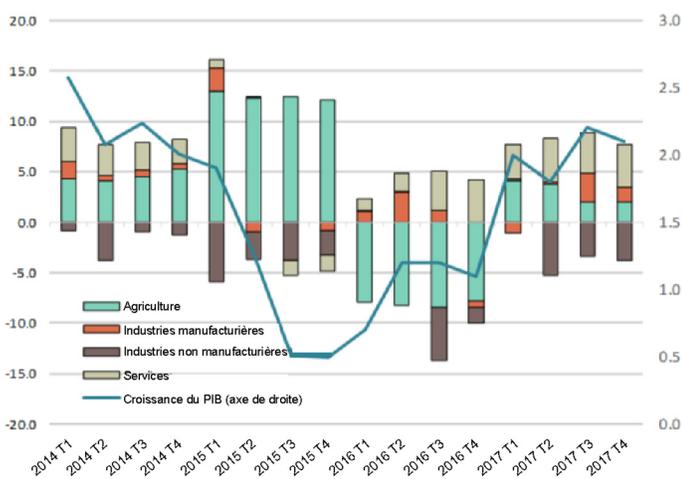
atteint le niveau record de 10,2 % du PIB en 2017, en raison de la réaction léthargique de l'offre et de la dépréciation progressive du dinar et de l'augmentation des prix de l'énergie. La dette publique et la dette extérieure sont de ce fait passées à, respectivement, 73 % et 80 % du PIB (contre 40 % et 52 % du PIB en 2010). Les réserves extérieures ont continué de se contracter sous l'effet de l'accroissement du déficit du compte courant, de la contraction des IED et des importantes interventions de la banque centrale sur le marché des changes, pour tomber à moins de 80 jours au début de mars 2018.

La loi de finances de 2018 vise à limiter le déficit à 5 % du PIB essentiellement en augmentant les recettes fiscales (les mesures fiscales devraient avoir un rendement total de 1,7 % du PIB), en maîtrisant le coût des subventions à l'énergie et en ralentissant la progression de la masse salariale.

Le chômage reste élevé (il était de 15,5 % en 2017) malgré la faiblesse du taux d'activité de la population qui est de l'ordre de 50 %, et surtout de la faiblesse du taux d'activité des femmes (28 %). La plupart des chômeurs sont des personnes peu qualifiées, mais ce sont les diplômés universitaires qui affichent le taux de chômage le plus fort (15 % en 2005, 23 % en 2010 et 31 % en 2017). Les taux de chômage sont également bien plus importants pour les femmes et dans l'intérieur du pays.

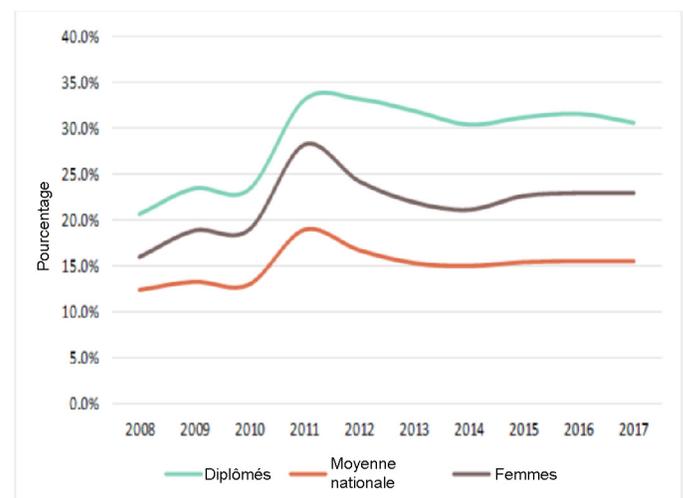
La méthode employée pour mesurer la pauvreté a récemment été actualisée par l'Institut national de la statistique de manière à mieux prendre en compte les conditions de vie actuelle. L'estimation officielle du taux de pauvreté est de 15,2 % pour 2015, contre 20,5 % en 2010 et 23,1 % en 2005. Les disparités régionales persistent, le Nord-ouest et le Centre-ouest affichant des taux près de deux fois supérieurs à la moyenne nationale. D'après les estimations, le degré d'inégalité mesuré par l'indice de

**GRAPHIQUE 1 Tunisie /valeur ajoutée par secteur et croissance du PIB (en glissement annuel)**



Sources : Institut national de la statistique, Banque centrale de Tunisie and staff computation et calculs des services de la Banque mondiale

**GRAPHIQUE 2 Tunisie / taux de chômage**



Sources : Institut national de la statistique, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque mondiale

Gini est de 30,9, contre 36 en 2005. L'évolution des indicateurs monétaires du bien-être semble contredire la perception d'une dégradation des niveaux de vie ressortant des enquêtes auprès des ménages.

Le Gouvernement d'unité nationale — formé par une coalition des principaux partis politiques et du plus grand syndicat des travailleurs il y a près de deux ans — a pour priorité d'améliorer la situation sécuritaire et le cadre des affaires, d'assurer la stabilité macroéconomique et la viabilité des finances publiques et de relancer la croissance. Il a jusqu'à présent poursuivi une démarche progressive fondée sur la recherche de consensus pour procéder aux réformes dans le contexte d'une transition fragile et de la présence de puissants syndicats et organisations du secteur privé.

## Perspectives

Selon les projections, la croissance économique devrait afficher une modeste amélioration (2,7 %) en 2018, grâce à la poursuite de l'expansion des secteurs de l'agriculture et des services, du renforcement du tourisme et de la reprise progressive des activités touristiques, des phosphates et des industries manufacturières. Elle devrait s'accélérer progressivement à moyen terme pour atteindre le rythme de 3,5 % en 2019/20 parallèlement à l'amélioration du climat des affaires due aux réformes structurelles, de la

situation sécuritaire et de la stabilité sociale. Le taux d'inflation devrait atteindre 6,7 % en 2018, par suite de la dépréciation du dinar, du relèvement des taux de la TVA et de la hausse des prix de certains produits (notamment les combustibles, le tabac et les télécommunications) tandis que le resserrement de la politique monétaire et le rééquilibrage des finances publiques contribueront à atténuer les pressions inflationnistes.

Le déficit budgétaire (dons compris) devrait rester important (5,2 % du PIB) en 2018 et fera l'objet de pressions à la hausse sous l'effet du renchérissement du pétrole en l'absence de réformes. Il sera nécessaire, pour assurer la viabilité des finances publiques, de maîtriser la masse salariale et la facture de plus en plus élevée des subventions tout en élargissant la base d'imposition. La réforme des pensions et l'amélioration de la conception des programmes de transferts monétaires permettraient également de créer l'espace nécessaire pour accroître les investissements et les dépenses sociales.

Dans le domaine extérieur, le déficit du compte courant devrait, selon les projections, diminuer quelque peu pour s'établir à 9,5 % du PIB en 2018. Il devrait aussi s'améliorer à moyen terme par suite de la reprise progressive des activités industrielles et du commerce des services, de la légère diminution des importations d'énergie et des gains de compétitivité dus à la dépréciation du dinar.

La Banque mondiale n'établit pas de projections de la pauvreté parce qu'elle ne

dispose pas de microdonnées récentes. Il serait souhaitable de déterminer les facteurs à l'origine de l'important recul de la pauvreté entre 2010 et 2015 indiqué par les taux de pauvreté officiels. Il est notamment important de comprendre la relation entre la baisse du taux de pauvreté officiel et la croissance du PIB par habitant (de la consommation privée) qui s'est établie en moyenne à 0,6 % (2,4) % par an au cours de la même période.

## Risques et défis

Bien que les autorités publiques déploient des ressources pour améliorer la situation sécuritaire, l'ampleur du chômage des jeunes, notamment dans les régions qui restent à la traîne, ainsi que l'accélération de l'inflation pourrait attiser les tensions sociales. Les autorités doivent également parvenir à concilier la stabilité sociale et la poursuite des réformes nécessaires ; il sera très important à cet égard de promouvoir l'amélioration de l'inclusion sociale et économique de manière à obtenir une adhésion suffisante aux réformes. Il sera aussi essentiel de prendre des mesures pour stimuler la croissance du secteur privé, la création d'emplois et l'entrepreneuriat pour créer des opportunités et offrir des perspectives d'avenir. Les négociations salariales qui doivent avoir lieu très prochainement avec les syndicats et la hausse des cours du pétrole risquent fort d'exercer des pressions à la hausse sur les dépenses et de creuser le déficit.

**TABLEAU 2 Tunisie / indicateurs des perspectives de la pauvreté globale**

(Variation annuelle en pourcentage  
sauf indication contraire)

	2015	2016	2017	2018 f	2019 f	2020 f
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché</b>	1.1	1.0	2.0	2.7	3.3	3.7
Consommation privée	1.6	1.6	1.5	0.6	1.4	4.6
Consommation publique	4.8	3.8	-2.4	-8.3	2.3	-6.1
Formation brute de capital fixe	-2.5	2.8	4.4	4.4	4.9	6.2
Exportations de biens et services	-2.8	0.2	4.2	4.7	4.5	3.6
Importations de biens et services	-2.5	2.0	2.2	-1.1	2.3	2.6
<b>Croissance du PIB réel aux prix constants des facteurs</b>	1.0	0.8	1.7	2.7	3.3	3.7
Agriculture	12.3	-8.5	2.5	5.0	1.9	3.0
Industries	-1.5	-0.5	-0.9	3.9	4.6	4.6
Services	0.6	2.9	2.7	1.9	3.0	3.4
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	4.9	3.7	5.3	6.7	5.6	4.6
<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>	-8.9	-8.8	-10.2	-9.5	-7.8	-7.2
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-5.6	-6.0	-6.3	-5.6	-3.7	-2.7
<b>Dettes (% du PIB)</b>	54.8	61.2	72.9	77.8	77.2	76.2
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-3.7	-3.8	-4.0	-2.9	-1.1	-0.7

Sources : Banque mondiale, Pôles mondiaux Pauvreté et équité, Macroéconomie, Commerce et investissement

Notes e = estimations, p = prévisions

a) Le solde budgétaire n'inclut pas les dons